


**ENTREPRISES**

# IT/Offshoring: Le Maroc accuse du retard

• **Le contrat-programme à l'export tarde à voir le jour**

• **Un plan de relance de l'activité pour 9,6 millions de DH**

**L**E chiffre d'affaires prévisionnel du secteur IT devrait avoisiner les 3,2 milliards de DH par an, à l'horizon 2020. Dans le cadre du plan Maroc Numeric 2020, la Fédération des technologies de l'information, des télécommunications et de l'offshoring (Apebi) a réalisé en collaboration avec le cabinet conseil GEC une étude de marché. Selon des opérateurs à l'Apebi, à cinq ans de la fin de la stratégie, le Maroc accuse du retard et connaît des blocages dans l'intégration technologique de secteurs - pourtant prioritaires - tels que l'administration, la santé, l'éducation, la justice... Un retard qui freine le développement de l'activité, l'accès du citoyen au tout numérique et engendre un déficit en termes d'emplois à créer. Selon l'Apebi, la proposition d'un

contrat-programme à l'export a été soumise au ministère du Commerce extérieur depuis novembre 2014. Une feuille de route qui établit une stratégie de développement et de promotion des exportations pour le secteur. «Il y a eu une tendance baissière

en 2013/2014. Si rien n'est fait, 2015 sera encore pire», avertit Saloua Karkri-Belkeziz, vice-présidente de l'Apebi. Le contrat-programme identifie des segments à forte valeur ajoutée (offshoring, digitalisation du service public, très haut débit sur l'ensemble du territoire...). Le budget établi s'élève à 9,6 millions de dirhams (3,1 mil-

ions pour la prospection et le démarchage, 0,9 million pour la veille et les études et 5,66 millions pour la communication à l'international). Ce dernier volet intègre aussi «la mise en place d'un salon multisectoriel où les opérateurs privés et publics

jouent le rôle de VRP», précise Mohammed Chakib Rifi, président de l'Apebi. L'offre IT nationale a un potentiel à l'export sur plusieurs marchés stratégiques notamment la France, la Suisse, la Belgique, le Canada et le Royaume-Uni... Ce sont là autant de donneurs d'ordre de l'offshore ITO/BPO. L'Afrique (Nigeria, Kenya, Cameroun, Ga-

bon, Sénégal, Mauritanie, Mali, Guinée équatoriale, Congo...) et le Moyen-Orient préfèrent, quant à eux, les équipementiers, SSII, le conseil et l'édition logicielle. L'Apebi et le cabinet conseil GEC proposent d'autres alternatives stratégiques pour 2020. La Fédération insiste sur la création d'une agence indépendante rattachée à la Primature. Une structure qui aura pour mission de formaliser les dépenses IT de l'Etat, afin d'identifier les sources de financement du plan Maroc Numeric. Ce qui permettra la mise en place d'un organe de gouvernance associant les acteurs privés, la simplification des procédures de demandes et d'attribution des aides publiques, l'accès au crédit aux start-up, ainsi que des incitations fiscales... Tout l'enjeu de cette sortie de l'Apebi réside dans la prise de conscience de l'importance de ce secteur tout en l'intégrant au cœur des stratégies nationales (Maroc Vert, Vision 2020 du tourisme, Automobile, Aéronautique...). □

**Sabrina EL-FAÏZ**

*Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com*

## Objectif à l'horizon 2020

	Équipementiers, SSII et conseil	Offshore ITO/BPO	Édition logicielle et intégration	Total
Nombre d'emplois créés à 2020	1.000	5.000	400	6.400
Chiffre d'affaires additionnel pour le secteur par an	800 millions de DH	2 milliards de DH	400 millions de DH	3.2 milliards de DH

*La corporation des entreprises IT table sur la création de 6.400 emplois et pas moins de 3,2 milliards de DH de chiffre d'affaires/an à partir de 2020 (Sources: Apebi et GEC).*